

OBJECTIF
MONACO

Réunion des adhérents

BIENVENUE



Le mot du Président



“

Stéphane Garino

Président de l'association Objectif Monaco

Président de l'Ordre des Experts Comptables et
Comptables Agréés de Monaco

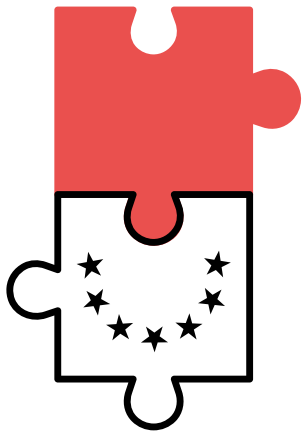


Objectif Monaco

Œuvrer pour l'intérêt général
et la défense de notre modèle
économique et social



Éclairer le débat sur les enjeux liés à une association avec l'Union Européenne



- ≡ **7 ans de négociations** pour un accord d'association entre la Principauté de Monaco et l'Union Européenne
- ≡ Depuis le début de l'année : l'Europe accélère son calendrier du fait des **élections européennes du mois de juin 2024**
- ≡ Les contours d'un accord sont en cours de négociation entre la Principauté et l'UE **sans aucune transparence envers notre population**



Notre mission en tant qu'acteurs économiques : défendre notre modèle



Analyser et anticiper

les hypothèses émises par le Gouvernement et y apporter des réponses pragmatiques en lien avec la réalité de notre modèle économique et social



Émettre des propositions

constructives sur les enjeux sociologiques, économiques et juridiques



Transmettre au grand public

les informations nécessaires pour lui permettre de participer au débat de façon éclairée



Être l'interlocuteur

de confiance de la population monégasque pendant cette période de négociation

Objectif Monaco c'est toute l'économie monégasque

- Commerçants
- Taxis
- Fonctionnaires
- Employés des jeux
- Entrepreneurs
- Hôteliers
- Courtiers
- Juristes
- Professionnels de l'évènementiel
- Notaires
- Agents de voyage
- Financiers
- Communicants
- Agents de nettoyage
- Intérimaires
- Gérants de fonds
- Acteurs du yachting
- Prestataires de service





Objectif Monaco : pour vous, pour tous

- 🚩 **Une association démocratique**, ouverte à tous, entreprises, corporations et particuliers
- 🚩 **Un comité d'experts** apte à analyser les contours des négociations en cours
- 🚩 **Un point de vue objectif** au service de tous les habitants et travailleurs monégasques

Date de création

Février
2023



8 membres
fondateurs



1000 adhérents
à ce jour

acteurs économiques, entrepreneurs,
syndicats professionnels, monégasques,
résidents, salariés - Toute nationalité
confondue

70 %

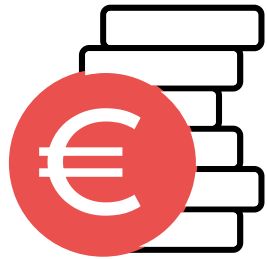
des adhérents ne
dépendent pas d'une
profession réglementée

10 %

des membres ont
moins de 25 ans



La représentativité d'Objectif Monaco remise en doute, or...



2 073 M€

Les membres de
l'association contribuent à **↗ 70 %** aux recettes
de l'État

Contrairement aux idées reçues, Objectif Monaco ne sert pas les intérêts d'une poignée de privilégiés, mais bien de l'ensemble de l'écosystème monégasque






De nombreux soutiens aux frontières

Dominique Estrosi-Sassone

Sénatrice des Alpes-Maritimes



« Il n'est pas dans l'intérêt de la France que Monaco renonce à son modèle économique et social. Un accord qui ne préserverait pas les spécificités de la Principauté, pénaliserait d'abord les Français des communes limitrophes ou ceux qui vivent à Monaco et bénéficient de nombreuses priorités en particulier en matière d'emploi, de logement et de santé. »





De nombreux soutiens aux frontières



Gérard Larcher

Président du Sénat français

« *En faveur de la défense de ce modèle à travers la préservation des conventions bilatérales essentielles pour maintenir la communauté de destin franco-monégasque.* »



Un projet d'accord contre lequel se dressent les eurodéputés

(article Politico, 28.08.23)

→ « Les négociations commerciales avec Andorre, Monaco et Saint-Marin quelques mois avant leur conclusion prévue, les principaux régulateurs financiers européens ont déclaré qu'une relation plus profonde avec ce trio pourrait **ouvrir la porte à de l'argent illégal et faciliter la tâche aux entreprises financières prédatrices visant les personnes dans l'UE.** »

→ « Les entreprises pourraient être tentées de s'établir dans ces micro-États afin de bénéficier de normes financières plus clémentes, ce qui créerait « **des risques significatifs pour les consommateurs** » si elles commercialisaient leurs produits dans toute l'UE. »



Un projet d'accord contre lequel se dressent les eurodéputés

(article Politico, 28.08.23)

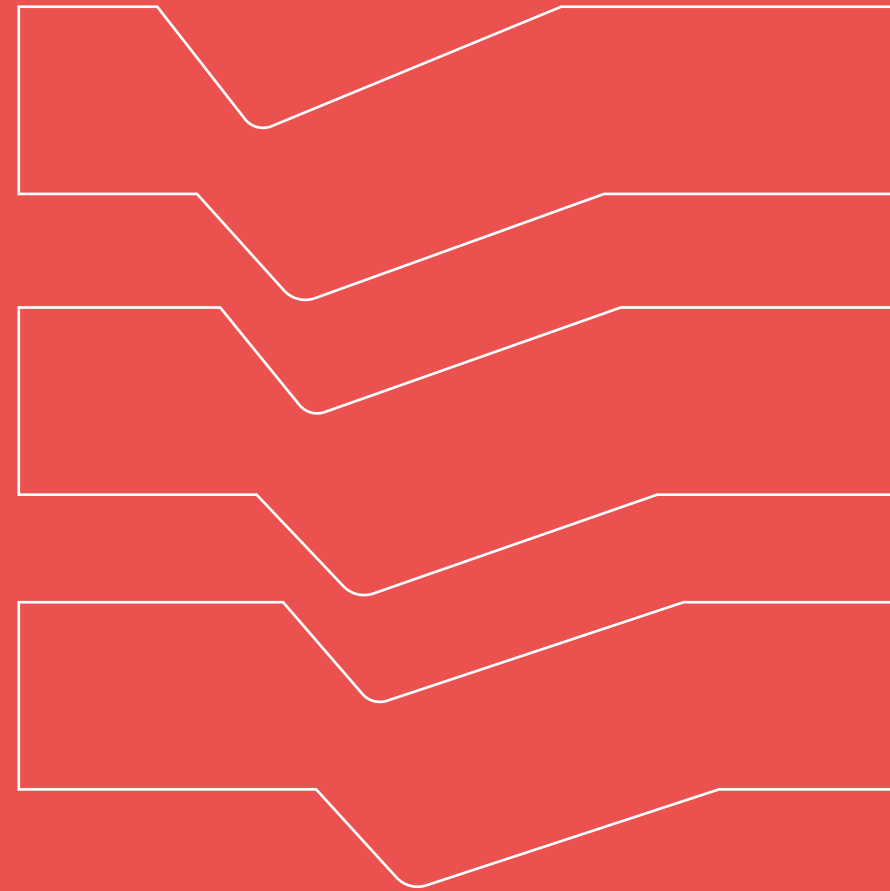


« Hors des frontières de l'UE, des scandales internationaux tels que les Panama Papers ont conduit à une répression mondiale du blanchiment d'argent et de l'évasion fiscale. Parmi le trio de pays, Monaco, par exemple, a longtemps eu la réputation d'être un paradis fiscal et un terrain de jeu pour les riches et célèbres du monde. »



« Une étude approfondie et des garanties sont essentielles pour garantir que nous ne laissions aucun **cheval de Troie** passer nos portes » *Paul Tang, eurodéputé néerlandais pour les socialistes & démocrates*

Au-delà des
paroles, **l'action**



Mobilisation de la population

Mise en place d'outils d'information accessibles à tous :

☰ **Un site internet** d'information, régulièrement alimenté d'articles

➔ www.objectifmonaco.mc



☰ **Un courrier** en boîte aux lettres à destination des habitants

☰ Du contenu régulier sur les **réseaux sociaux**

☰ Une présence contradictoire en **presse** pour enrichir le débat

Mobilisation de la population

Chiffres clés

Site

➔ **400** connexions et inscriptions dès le jour de l'ouverture

Réseaux sociaux

1000 followers **2** Publications/semaine

Entre **5000** et **7000** vues par vidéo sur Facebook

Courrier

6300 foyers touchés par l'envoi

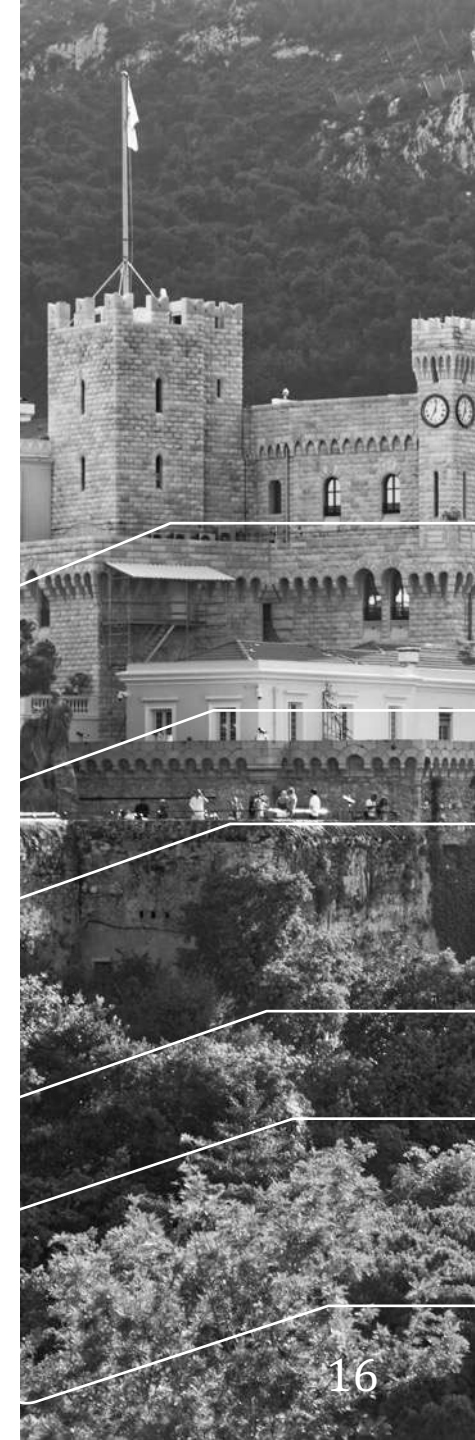
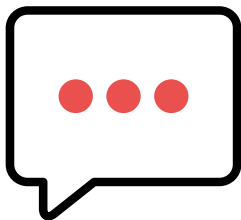


Rencontre avec le **Ministre d'État**

27 juin 2023

LES ÉCHANGES ONT PORTÉ SUR :

- ≡ **L'impact de l'accord** d'association sur le développement des revenus de l'Etat
- ≡ **L'impact de l'implantation** de nouveaux secteurs d'activité pour la création d'emplois
- ≡ **L'impact économique et social** de la croissance de la concurrence dans le secteur du service et du bâtiment
- ≡ **La remise en cause de notre système médical transfrontalier** : **risque de privilégier la rentabilité financière au détriment de l'acte de soin du quotidien**
- ≡ **Le manque de moyens existants** pour absorber l'évolution du système législatif, lié à l'accord
- ≡ **La création de nouvelles taxes et impôts** en lien avec la politique européenne
- ≡ **L'impact économique global** de l'accord à court, long et moyen terme



Une étude d'impact en cours



Qu'est qu'une étude d'impact ?

Une étude d'impact aide l'autorité compétente à **prendre une décision**. Elle éclaire le décideur sur la nature et le contenu de la décision à prendre.

Pourquoi ?

Une action **ESSENTIELLE**, amorcée afin d'apporter des réponses objectives, économiques et techniques aux conditions de l'accord d'association entre la Principauté de Monaco et l'Union Européenne





3 études prévues

01

→ L'étude du
Gouvernement
monégasque

Sortie en juillet 2023

Réalisée par August Debouzy
et Accuracy

02

→ L'étude du
Conseil National

En cours

Réalisée par le cabinet
Gide, cabinet international
d'avocats

03

→ L'étude d'Objectif
Monaco

La seule étude d'impact 100 %
économique, réalisée par un
cabinet indépendant de
réputation internationale selon
un principe de neutralité :
Deloitte



L'étude d'impact d'Objectif Monaco : quête de neutralité et d'approche scientifique

LES OBJECTIFS

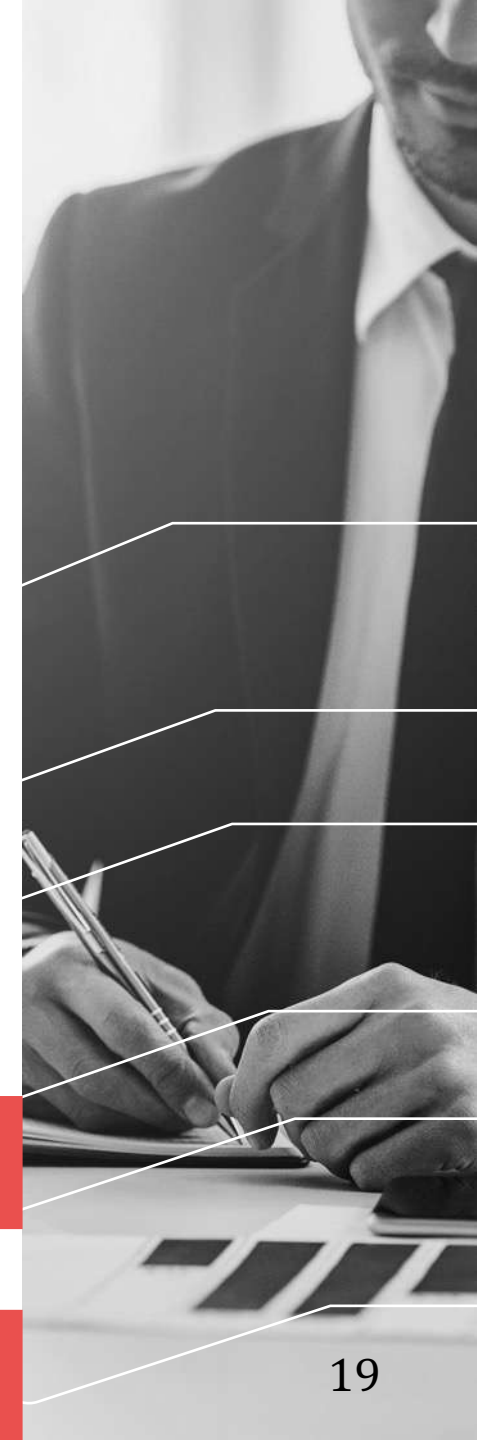
- **Comprendre les spécificités démographiques et économiques** de la Principauté
- **Comparer les scénarii** : maintien du modèle actuel contre signature de l'accord

LES SOURCES DE L'ÉTUDE

- **Les données publiques** de l'IMSEE
- **Les données entreprises, gouvernement et ménages** officielles sur plusieurs années

MÉTHODOLOGIE PAR SCÉNARIO

- Définition du scénario
- Recueil des données
- Analyse des données
- Cartographie des conséquences les plus significatives par thématique
- Quantification des impacts par secteur





La technique de **modélisation**

01

Application
des paramètres
de l'Europe



La libre circulation des
biens, des capitaux,
des services et des
personnes

02

Analyse à l'horizon + 10 ans
des conséquences de
l'application des
paramètres européens sur :



- La démographie et le logement
- Le prix de l'immobilier et l'évolution de son marché
- L'emploi, les salaires et la consommation
- Le système de santé
- Le secteur du bâtiment
- Les recettes de l'Etat avec en filigrane le maintien du modèle social exemplaire monégasque

03

Comparaison de cette simulation
de signature d'accord sur les
mêmes paramètres avec la
poursuite de la situation existante





Les thématiques évoquées par l'étude d'impact réalisée par le gouvernement

Lignes rouges





Objectif Monaco rappelle

Les **4 piliers**
fondamentaux
de l'Europe




*La libre circulation des biens,
des capitaux,
des services
et des personnes.*

« Une pleine participation au Marché unique européen implique, pour le pays qui souhaite en bénéficier, une mise en conformité avec le droit européen et le respect des « quatre libertés » »

Étude d'impact du Gouvernement p.4



Nos « **lignes rouges** »

-  **Le maintien de la priorité nationale** dans tous les domaines : emploi, logement et aides sociales
-  **Le maintien du critère de nationalité**
-  L'autorisation préalable obligatoire pour **l'installation des résidents et des activités économiques en Principauté**

Incompatibilité des lignes rouges monégasques avec le droit européen



Étude d'impact du Gouvernement p.12

Étude d'impact Gouvernement

« **La Commission tient fermement à ce que l'Accord consacre la mise en œuvre des quatre libertés**, considérées comme indivisibles, telles que définies par le droit de l'Union Européenne, que sont la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux ; elle se montre très ferme dans l'exigence **d'un traitement égal entre les opérateurs économiques et les citoyens au sein de l'association, quelle que soit leur nationalité** ; elle souligne la nécessité d'une **reprise quasi exhaustive de l'acquis communautaire**. »

Concrètement

Les monégasques, les enfants du pays, les résidents, les entreprises seront traités sur le même pied d'égalité que tout ressortissant européen, sans aucun aménagement ou avantage

Économie





Ralentissement de la croissance

Étude d'impact Gouvernement

- ❏ **Fuite de la création de valeur** hors de la Principauté
- ❏ **Ralentissement de la croissance économique**
- ❏ **Période de déclin** pouvant aller jusqu'à 6 ans post-accord
- ❏ **Baisse des chiffres d'affaires** de tous les secteurs de l'économie
- ❏ **Frein à la croissance** du PIB
- ❏ **Baisse des recettes** de l'État
- ❏ **Incertitude** quant au maintien du niveau du service public





Étude d'impact Objectif Monaco

+ 39 %

d'ANL à verser

- 8 %

de résidents employés dans le secteur public remplacés par des non-résidents

- 10 %

de baisse d'activité dans les secteurs de service

- 6 à -20 %

de baisse des salaires dans certains secteurs

- 1,3 %

de recettes pour l'État

+ 25 %

d'augmentation des cotisations patronales

+ 9 %

de coût pour les ressources humaines en entreprise

L'immobilier et le bâtiment





L'immobilier et la construction pour justifier l'accord

Étude d'impact Gouvernement

« Le secteur de la construction contribue à hauteur de 9,1% de la Valeur Ajoutée monégasque en valeur en 2021, les activités immobilières au sens large contribuant elles à hauteur de 7,8% de la Valeur Ajoutée monégasque en valeur en 2021, soit un total cumulé de 16,9%. **Les secteurs des activités immobilières et de la construction sont au cœur de la dynamique économique de la Principauté par leurs effets d'entraînement sur les autres branches de l'économie. L'activité de construction suit toutefois une tendance baissière (...).** »

Concrètement

- ❧ Une déclaration de tendance baissière qui ne repose sur aucun fondement
- ❧ La construction représente 11 000 emplois et un chiffre d'affaire annuel de + de 2 milliards d'euros
- ❧ Un marché porteur depuis des décennies dans la mesure où Monaco se reconstruit sur elle-même
- ❧ Des opportunités d'extension en mer
- ❧ Des solutions en verticalité
- ❧ La transition énergétique est synonyme de renouvellement de bâti
- ❧ Un besoin en équipements et mobilités colossal
- ❧ En juin 2023, l'immobilier bat un nouveau record en volume et prix de vente (donnée IMSEE)



Immobilier et logement

Étude d'impact Objectif Monaco

Arrivée massive
d'ultra riches

+ 4000 personnes

+ 37 %

d'augmentation des prix de
l'immobilier en plus de
l'augmentation naturelle en cas de
statu quo

Déficit de

800 logements

L'industrie





L'industrie et le numérique : les deux principales raisons à la signature annoncées par le Gouvernement

- ❏ **Aucune garantie** quant au développement notable de ces marchés
- ❏ **Aucun foncier disponible** dédié au développement de l'industrie
- ❏ **Aucune restriction au développement du numérique** qui ne puisse être gérée par un accord de mise en conformité hors adhésion à l'Union Européenne. Les entreprises monégasques du numérique appliquent d'ailleurs déjà le standards fixés par l'Union Européenne

Étude d'impact Objectif Monaco

+ 0 %

d'exportation
de produits
chimiques

Seulement
+ 3,6 %

d'exportation de
produits
pharmaceutiques

+ 0,01 %

Augmentation
totale des
exportations

La santé





L'analyse d'Objectif Monaco : Effondrement du système social

SYSTÈME MÉDICAL

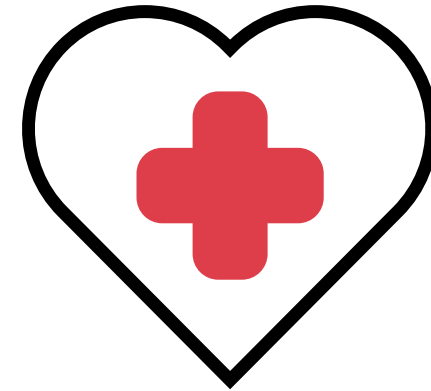
- ❏ Plus de régime social favorable de la CCSS
- ❏ Les pendulaires français et italiens (45 000 personnes) ne pourront plus consulter à Monaco
- ❏ Aujourd'hui 80 % des actes réalisés au CHPG concernent des patients qui ne résident pas en Principauté
- ❏ Régulation des dépenses de santé : toute personne doit être soignée dans son pays de résidence, à moins d'une entente préalable avec son régime (15 jours d'attente en moyenne pour la CPAM)
- ❏ Le nouveau centre hospitalier Princesse Grace se construit (2 milliards d'€ d'investissement) :
une dépense inutile si personne ne peut s'y faire soigner





Sur la **sécurité sociale**

- ≡ **20 %**, c'est la part des salariés qui cesseront de cotiser en Principauté
- ≡ Diminution des recettes liées à la santé et par conséquent de son budget de fonctionnement
- ≡ Pas de garantie quant à l'équilibre entre les cotisations perdues et les remboursements économisés



Étude d'impact Objectif Monaco

+ 50 M€

par an à prévoir
pour la prise en charge
des retraites

+ 50 %

de hausse de coût de
l'assurance santé pour
les pendulaires

+ 14 M€

de versements de prestations familiales
avec l'indemnisation des familles dont
le salarié est une femme

L'acquis communautaire et souveraineté





Étude d'impact du Gouvernement p.14

« La conclusion d'un Accord d'Association (...), est subordonnée à la **reprise de « l'acquis communautaire », à savoir le droit de l'Union. (...) »**

≡ Monaco devrait donc transposer en droit monégasque les textes européens en vigueur à la date de conclusion de l'accord, mais serait également **tenu de transposer les textes adoptés par l'UE à l'avenir** (c'est le sens de la notion de « reprise dynamique » de l'acquis).

≡ Ceci représenterait une **charge de travail importante** pour les institutions monégasques actuelles au regard du nombre de textes européens en vigueur et des moyens humains de la Principauté, voire **nécessiterait potentiellement la création de nouvelles institutions** en charge de superviser certains secteurs d'activités en lien avec les compétences dévolues à l'Union Européenne, ou la conclusion d'accords et d'arrangements avec la France, voire d'autres Etats membres. »

Concrètement

- ≡ **Pour transposer une seule directive, Monaco a mis 2 ans**
- ≡ **Création massive d'emplois dédiés à l'incorporation et à la reprise dynamique des lois européennes**
- ≡ **Augmentation considérable du budget fonctionnel de l'État**
- ≡ **À titre d'exemple le Ministère de l'Europe en France compte plusieurs milliers de personnes pour incorporer les directives et arrêtés européens**



Perte de Souveraineté Nationale et danger pour la démocratie

OBJECTIF MONACO RAPPELLE

≡ Une large partie de la compétence législative est déplacée de Monaco à Bruxelles, sans aucune participation de la Principauté

≡ La Principauté devra simplement **incorporer et appliquer les textes communautaires**

≡ La signature d'un accord imposera **la modification de la constitution et la perte du droit de priorité nationale** en matière d'emplois. De même, il convient de s'interroger sur :

- Le logement
- La scolarité
- Les aides sociales

Qui, en vertu du droit européen, ne pourront pas être fondés sur des discriminations de nationalité

La perte du pouvoir du Parlement monégasque aura un **impact direct sur la population.**
La signature de l'accord limite notre démocratie





Une conclusion **accablante**

Étude d'impact Gouvernement

« À ce jour, l'**Union Européenne** a conclu plusieurs accords d'association avec des pays de son voisinage européen (par exemple la Moldavie ou la Géorgie) ou plus lointain (tel le Chili), mais **n'a pas encore conclu d'accord avec un micro-Etat dont la taille ou le tissu économique pourrait se rapprocher de Monaco**, si tant est qu'il existe un tel pays dans le monde. En outre, il n'existe pas véritablement de « modèle » juridique et économique d'accord d'association, dans la pratique des relations extérieures de l'Union et sa panoplie d'instruments conventionnels. »

Concrètement

- ❏ Aucune expérience d'intégration au sein de l'UE d'un pays comparable à Monaco
- ❏ Aucun recul ou mécanisme associé
- ❏ L'UE souhaite mener une négociation tripartite entre Monaco, la Principauté d'Andorre et Saint-Marin = **ni justifié, ni cohérent, ni judicieux**

**La preuve que cette signature est un SAUT DANS LE VIDE,
associé à des paris économiques au conditionnel**

“

Échangeons

”



OBJECTIF

MONACO

Merci pour votre
participation

